



Inter Pares

BULLETIN

VOLUME 25, NUMERO 2, MARS 2003

Le sol sous nos pas

Il y a dix ans, Inter Pares aidait des Guatémaltèques réfugiées au Mexique à entreprendre le difficile voyage de retour chez elles dans les montagnes du Guatemala. Toujours avec notre soutien, c'est aujourd'hui à leur tour de partager leur expérience avec des Birmanes réfugiées en Thaïlande, des femmes qui s'accrochent à l'espoir de revoir leur terre, leur maison, leur lieu d'appartenance.

De manière paradoxale, l'exil, la vie de réfugiée et la perspective du retour ont à la fois transformé et raffermi l'identité de ces femmes, qu'elles soient Birmanes ou Guatémaltèques. Il est très important pour elles d'avoir l'occasion de partager leurs expériences afin de clarifier leurs visions d'avenir, leurs objectifs et leurs stratégies d'autodétermination. C'est une expérience d'échange et de soutien mutuel entre individus qui tentent de définir – et redéfinir – leur place dans le monde.

Notre lieu d'appartenance – le sol sous nos pas – est une entité à la fois physique et spirituelle, concrète et imaginaire, réelle et symbolique. Cette place que nous faisons nôtre et celle qu'on nous assigne caractérisent notre façon d'envisager le monde, sa transformation et la « place » que nous y occupons.

Cela va bien au-delà de la géographie. Même si on l'associe à un paysage, le lieu d'appartenance est un état d'âme et un état d'esprit tout autant qu'un lieu physique. Ce n'est pas seulement l'*endroit* où on se trouve, c'est la *personne* que l'on est et son mode de relation au monde. On peut garder son lieu d'appartenance malgré la distance, tout comme on peut en changer de manière radicale en restant au même endroit.

Depuis 150 ans, on constate malgré tout que les peuples les plus sédentaires sont devenus immigrants, dans le temps et dans l'espace. L'immense majorité des peuples et des collectivités se disperse de plus en plus en cercles concentriques selon la distance et les générations. Mais nous gardons tous un sentiment d'appartenance : nous sommes tous liés au lieu où nous vivons, à celui d'où nous venons et à celui où nous allons; ces passages, ces étapes de la vie, s'amalgament dans le cœur et dans l'esprit pour former une identité, notre identité et notre histoire. C'est ce sentiment personnel de l'espace, du temps et de l'appartenance, de la durée et de la permanence, qui constitue notre identité, la base de notre vie, le sol sous nos pas, ce qui nous permet d'affronter le monde et de l'accueillir.



PHOTO: NEILL MCKEE

L'appartenance comporte des avantages et des inconvénients. Elle est source de libération autant que de contraintes. Le lieu d'appartenance recèle invariablement les dangers dont il promet de nous garder, il nous nourrit et nous protège... en même temps qu'il nous limite et nous étouffe. C'est un élément intrinsèque de la société humaine, où qu'elle se trouve.

C'est pourquoi le fait de rompre avec son lieu d'appartenance constitue une expérience aussi transformatrice que dangereuse; cela implique de rompre avec les formes, la tradition et les relations de pouvoir établies – l'individu est plongé dans des situations nouvelles, avec leur gamme particulière d'exigences et de contraintes. L'expérience peut-être porteuse d'affirmation, comme d'aliénation. C'est ce qu'ont vécu les Guatémaltèques et les Birmanes évoquées plus tôt : elles ont d'abord connu la rupture, puis la transformation, pour faire maintenant l'expérience de la solidarité à l'échelle planétaire.

Même si le voyage n'est pas toujours aussi tragique et qu'il laisse des traces parfois moins douloureuses, nous sommes tous en quelque sorte des pèlerins – du latin *peregrinus*, une combinaison de « loin » et « sol natal », qui signifie « venu de loin, étranger, errant ». Le terme nous parle de courage et de quête, d'aventure et de transformation personnelle. Il reconnaît aussi que le voyage commence quelque part, et que ce lieu fait partie intégrante du voyage, qu'il n'est pas un simple port d'embarquement. Et le lieu où se termine le voyage est aussi notre lieu d'appartenance, relié pour toujours à celui d'où nous sommes partis, dans notre cœur, notre imaginaire, dans notre identité même.

Ce *Bulletin* examine l'expérience de ce type de pèlerins : des personnes qui ont dépassé les limites existantes, souvent en restant sur place, pour réinventer l'appartenance, la tradition et l'avenir lui-même, à leur propre façon. ✎

Tiniguena : cette terre est la nôtre

La Guinée-Bissau est un petit pays par rapport à ses voisins, le Sénégal au nord et la Guinée au sud. Selon les indicateurs économiques classiques, la Guinée-Bissau est aussi un pays pauvre, l'un des dix pays les plus pauvres du monde. Et la Guinée-Bissau fait aussi partie des pays qui doivent composer avec l'héritage empoisonné du colonialisme, de même qu'avec la destruction insensée, les morts et l'insécurité découlant de la guerre civile.

Il s'agit là d'informations élémentaires sur ce petit pays d'Afrique de l'Ouest. Mais pour les quelque 1,5 millions de personnes qui considèrent la Guinée-Bissau comme leur chez-eux, la réalité est évidemment beaucoup plus complexe. La population de Guinée-Bissau vit sur une terre fertile, en bordure d'une côte dont la flore et la faune marines sont parmi les plus riches au monde. Pendant des siècles, des hommes et des femmes ont vécu dans les villages disséminés tout au long de cette portion de la côte atlantique de l'Afrique, et c'est là qu'ils ont élevé leurs enfants, bâti leurs maisons, cultivé leur terre, pêché, célébré la vie et pleuré leurs morts. La terre et la mer de ce pays leur sont aussi proches que les membres de leur propre famille.

Pour ces personnes, comme pour leurs compatriotes des villes, dont les jeunes qui ont grandi en pleine guerre civile, la Guinée-Bissau est le pays où ils devront « faire leur vie ». C'est le sol sous leurs pas : c'est là qu'ils vont survivre, rêver et participer au monde qui les entoure. Depuis plus de dix ans, l'organisation bissau-guinéenne Tiniguena – *essa terra e nossa* (cette terre est la nôtre) appuie des communautés rurales et urbaines qui travaillent à conserver les ressources environnementales et à les utiliser au profit des populations locales.

Elle prodigue des conseils techniques, accorde du crédit pour le financement de projets communautaires de construction – écoles, centres de santé, entrepôts de semences – et soutient les organisations de femmes. L'organisme participe aussi à la documentation des méthodes de pêche et à l'acquisition des titres de propriété pour empêcher que les résidents autochtones soient expropriés de leurs terres.

Ce qui distingue Tiniguena et ce qui fait sa notoriété, c'est la façon dont l'organisme a su rapprocher les jeunes ruraux et ceux de la ville par des échanges et des campagnes d'éducation organisés chaque année. Les programmes de Tiniguena sensibilisent les jeunes aux défis qui se posent en Guinée-Bissau et leur permettent de forger les compétences requises pour relever ces défis. D'anciens participants du programme d'échange viennent de former leur propre organisation, The New Generation of Tiniguena (NGT). NGT organise des festivals culturels et des cours d'éducation pour adultes, produit des émissions de radio et recueille des fonds auprès des étudiants des villes en vue de soutenir les écoles en milieu rural. Récemment, lors d'une réunion de planification des activités de l'année à venir, les jeunes dirigeants de NGT ont dit au personnel de Tiniguena « Nous savons que vous avez travaillé dur et que vous êtes fatigués, mais tenez le coup encore un peu, parce que nous arrivons! La Guinée-Bissau, c'est chez nous, et nous serons bientôt prêts à relever le défi de forger ici un avenir meilleur. »

Nous sommes fiers à Inter Pares d'avoir soutenu les efforts de Tiniguena depuis plus de dix ans et nous nous réjouissons à la perspective de continuer à travailler et à apprendre avec la relève de l'organisation. ☞

Sables mouvants

Dans le district isolé de Kurigram au nord du Bangladesh, des milliers de villageois sans le sou vivent et travaillent sur des îles de sable. Appelées là-bas « charland », ces masses qui peuvent atteindre jusqu'à dix kilomètres carrés apparaissent et disparaissent au gré des inondations annuelles. Malgré leur médiocre fertilité, elles sont vite réclamées par de gros propriétaires fonciers dès qu'elles émergent à la saison sèche. Les insulaires – c'est le nom qu'ils se donnent – ont le droit de cultiver les dunes en échange d'un pourcentage de la valeur de la récolte. Depuis des générations, ils cultivent cette terre friable – y faisant pousser surtout des arachides et du riz – sans savoir si les prochaines pluies ne vont pas tout détruire, les obligeant à repartir à zéro sur une autre île de sable.

Inter Pares et UBINIG, un homologue de longue date, travaillent auprès de cette communauté et de bien d'autres collectivités rurales du Bangladesh dans le cadre de Nayakrishi Andolon (« pour une nouvelle agriculture »). Nayakrishi est un système agricole écologique, axé sur l'utilisation d'engrais biologiques, la mixité des cultures et les propriétés

antiparasitaires des plantes et des arbres, par opposition aux méthodes d'agriculture coûteuses et dangereuses reposant sur le recours aux produits chimiques.

Grâce à Nayakrishi Andolon, les communautés des « charland » se sont enrichies de nouvelles cultures : l'épinard sauvage, une plante indigène nutritive, est revenu dans les champs où on a éliminé les pesticides. On voit maintenant dans les rizières les fleurs jaunes des plants de moutarde oléifères. Et dans les villages, les femmes s'occupent des banques de semences où les fermiers peuvent obtenir ou échanger des variétés de riz et de légumes écologiquement viables. D'après les villageois, la productivité a augmenté, il y a moins de cas d'empoisonnements et de maladies imputables aux pesticides, et la nourriture a meilleur goût. Dans une région où les sols sablonneux risquent à tout moment d'être emportés par les pluies, les méthodes utilisées par les fermes Nayakrishi – racines profondes et mixité des cultures – viennent littéralement raffermir les bases sur lesquelles se fonde l'avenir. ☞

Des lieux sûrs à l'abri du danger

En novembre dernier, Karen Seabrooke d'Inter Pares a accompagné un groupe de quatre Canadiennes lors d'un séjour à la frontière de la Birmanie et de la Thaïlande. L'équipe comptait Erin Graham, du Vancouver Rape Relief and Women's Shelter (VRR), Rachel Gouin, de Filles d'action à Montréal, Donna Ashamock, de MoCreebec à Moosonee, au nord de l'Ontario, et Madeleine Dion Stout, activiste chevronnée établie en Colombie-Britannique, militant depuis longtemps pour la santé des femmes autochtones. Sous l'égide de la Ligue des femmes de la Birmanie et du Centre d'assistance à la Birmanie, elles ont rencontré des réfugiées birmanes et les organisations auxquelles elles appartiennent. Nous vous présentons ici un extrait du rapport préparé par Karen.

Le fait d'être venues d'aussi loin que le Canada pour écouter l'histoire de ces femmes birmanes a tout de suite créé un sentiment de solidarité. Les Birmanes nous ont donné une leçon d'humilité en partageant aussi ouvertement avec nous leurs luttes personnelles et collectives. Avoir autant en commun malgré des réalités aussi différentes, quelle source d'inspiration !

« Ces femmes que nous avons rencontrées, elles nous ressemblent. Je m'attendais à ce qu'elles soient courageuses, stimulantes et drôles, pas du tout parfaites et pourtant rayonnantes. Et c'est exactement ce qu'elles étaient. Comme moi... comme nous. Ces femmes font maintenant partie de mon univers et leur sort me tient à cœur. »

Erin Graham, Vancouver Rape Relief and Women's Shelter



Gauche à droite : Pippa Curwin, Rachel Gouin, Madeleine Dion Stout, Donna Ashamock, Karen Seabrooke, Erin Graham et Dr. Cynthia.

Donna et Madeleine ont raconté comment les peuples des premières nations d'Amérique du Nord ont été arrachés à leurs terres pour être parqués dans des réserves. Elles ont parlé de l'effritement de la langue et de la culture, de la discrimination raciale et de la violence, de la pauvreté qui est le lot des femmes autochtones. Les réfugiées birmanes ont parlé de la guerre menée par la junte militaire contre les groupes ethniques minoritaires en Birmanie. Elles ont raconté comment elles avaient été chassées de leur pays et forcées de vivre dans des camps de réfugiés en sol étranger, elles ont expliqué comment la religion et la culture peuvent faire obstacle à l'organisation des femmes. Nous nous sommes accordées sur le besoin de lieux sûrs pour les femmes et les enfants. Et nous avons parlé de la résistance des femmes et de leur résilience, de stratégies de changement et du soutien que nous pourrions nous apporter les unes les autres.

La violence exercée par les hommes contre les femmes a été sans contredit le thème qui a dominé la discussion et jeté des bases communes. Toutes les Canadiennes présentes devaient affronter cette réalité chaque jour dans le cadre de leur travail ou dans leur vie personnelle. C'est donc avec beaucoup

d'émotion mais sans surprise que nous avons discuté de *Licence to Rape*, un rapport lancé en mai 2002 par le Réseau d'intervention des femmes Shan (SWAN) et la Fondation Shan des droits de la personne. On y documente des incidents de viols et d'autres formes de violence sexuelle exercées à l'encontre de 625 femmes et jeunes filles de l'État Shan par les soldats birmanes entre 1996 et 2001. Accompagnés d'extrême brutalité et de torture, les viols ont entraîné la mort du quart des victimes. Les femmes nous ont raconté que, depuis des décennies, la junte utilise les viols systématiques comme tactique de terreur dans sa violente campagne de répression contre les groupes ethniques minoritaires.

Les organisations de réfugiées se sont levées avec courage pour rompre le silence, et elles refusent d'être bâillonnées plus longtemps. Les membres et sympathisantes de SWAN ont attiré l'attention de la communauté internationale sur ce rapport, notamment lors d'une conférence pour la démocratie en Birmanie, tenue à Ottawa en octobre 2002, à l'initiative des Amis canadiens de la Birmanie soutenus par Inter Pares. SWAN et d'autres organisations de femmes des minorités ethniques ont mis sur pied en Thaïlande des refuges destinés aux femmes et aux enfants birmanes. Erin a évoqué l'expérience acquise par VRR dans la gestion de refuges pour les femmes, en soulignant la façon dont l'organisme avait su acquérir de plus en plus d'influence politique. Rachel a parlé de l'importance de sensibiliser les jeunes filles et de leur offrir des lieux sûrs où elles seraient en sécurité.

En quittant la Thaïlande, nous savions toutes – Rachel, Erin, Madeleine, Donna et moi-même – que ce voyage nous avait transformées. Nous connaissons mieux les luttes des Birmanes. Notre « sentiment d'appartenance » s'est élargi pour englober maintenant l'expérience des femmes birmanes. Leur force nous rend plus fortes. Nous savons que les réalités et les luttes des femmes en Birmanie et au Canada sont interreliées. Pour citer Madeleine, « Nous sommes les mêmes, un petit peu différentes et un petit peu jumelles, et nous allons trouver le moyen de travailler ensemble malgré la distance ». ❧

Pour plus d'information sur *Licence to Rape*, consulter : www.shanland.org/shrf/Licence_to_Rape/shrf/licence_to_rape.html

Bâtir l'avenir dans des lieux de passage

On dit que le moindre recoin de la planète, si reculé et si sauvage soit-il, constitue toujours le paradis de quelqu'un, son lieu d'appartenance, son foyer. Il existe cependant des millions de personnes pour qui le foyer n'est plus qu'un vague souvenir ou un rêve inaccessible, des gens qui n'ont jamais eu de foyer ou qui l'ont perdu : réfugiés, migrants, personnes déplacées, sans-abri.

Nous avons tous vu ces images d'hommes, de femmes et d'enfants défilant péniblement sur des routes qui ne mènent nulle part, avec pour seul bien les vêtements qu'ils portent et quelques misérables trésors, souvenirs de leur vie interrompue. Ou encore les images déchirantes de ceux et celles qui se meurent d'épuisement et d'inanition, sous des toiles crasseuses dans des camps poussiéreux et désolés. Ces images sont bien réelles et il y a déjà eu trop de morts sur les routes et dans des camps de ce genre.

Moins tragique, mais beaucoup plus courante, est l'expérience des millions d'individus et de familles pressés par la pauvreté qui ont décidé de s'arracher du pays de leurs ancêtres pour aller bâtir une vie nouvelle loin de leur ancienne terre nourricière. Ils délaissent les campagnes pour aller vivre dans les villes ou les grandes cités, quittent les territoires dévastés pour gagner les zones frontalières ou se rendent dans un autre pays en quête d'occasions inaccessibles chez eux. Un monde en transhumance.

Plusieurs spécialistes des questions sociales estiment que les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées sur le territoire national incarnent la nouvelle condition humaine, et que nous sommes tous en quelque sorte en perpétuelle mouvance entre deux mondes, entre *ici* et *là-bas*, sans véritable destination finale. Mais il arrive souvent que ces lieux d'appartenance provisoires, ces lieux de passage, soient fermement enracinés quelque part. Dans la zone frontalière de la Birmanie en Thaïlande, Inter Pares travaille avec tout un éventail d'organisations locales de réfugiés, à partir des groupes de femmes des ethnies minoritaires jusqu'aux travailleurs itinérants de la santé. On trouve là plus de 140 000 personnes dans des camps de réfugiés largement autogérés et il y en a un million de plus disséminées un peu partout dans le pays. Fuyant la violence qui sévissait chez eux, elles ont réussi à trouver une relative sécurité de l'autre côté de la frontière. Leur lieu d'appartenance – dicté par la guerre, la géopolitique et l'histoire – est un camp de réfugiés.

Loin de servir simplement d'asile temporaire à des populations déracinées et transitoires, les camps qui accueillent les réfugiées, les migrants et les personnes déplacées sont souvent des lieux où les gens jettent les bases d'une vie nouvelle et plantent fermement leurs racines. À première vue, on a tendance à ne voir que la surface de ces établissements humains, oubliant que la survie et la gouvernance de ces collectivités migrantes reposent essentiellement sur des trésors d'ingéniosité, de coopération et d'autonomie. C'est là que se forment les

racines des nouveaux systèmes économiques et politiques s'épanouissant malgré les structures étatiques qui contrôlent les mouvements de ces collectivités et méprisent leurs intérêts.

En Amérique latine, Inter Pares travaille en collaboration avec Project Counselling Service (PCS) à appuyer les efforts de collectivités locales déplacées qui tentent de prendre leur avenir en main. Au Salvador, au Pérou, au Guatemala, au Nicaragua, au Mexique et en Colombie, les employés et organisations locales reliés à PCS aident les réfugiés et les populations déplacées à participer activement en tant que citoyens au changement des conditions ayant entraîné leur déplacement, et à la création d'un avenir fondé sur la paix, la sécurité et la justice. En Afrique, ACORD – un homologue d'Inter Pares – effectue le même genre de travail auprès des réfugiés et personnes déplacées, s'appliquant à renforcer les capacités des organisations locales afin qu'elles puissent mieux répondre aux besoins de la collectivité.

Dans un monde en transhumance, ces lieux de passage – entre un pays et l'autre, entre le conflit et la paix – sont souvent des endroits où l'élément qui domine, c'est la détermination des gens à se bâtir une vie meilleure. Ceux et celles d'entre nous qui ont le privilège de les côtoyer et de soutenir leurs efforts ont beaucoup à apprendre de ces personnes courageuses. ✂

Terre pillée, peuple fier

Les Amis canadiens de la Birmanie viennent de lancer une brochure relatant l'histoire de la dictature militaire en Birmanie et ce qu'elle a coûté sur le plan humain. L'auteur d'Ottawa Clyde Sanger y présente l'histoire tragique de la Birmanie depuis son accession à l'indépendance et les souffrances que le régime militaire fait subir au peuple birman. Il examine aussi les relations commerciales du Canada avec la Birmanie et les investissements canadiens réalisés dans ce pays, pour inciter le Canada à intervenir de manière plus vigoureuse contre le régime en place.

Terre pillée, peuple fier est une excellente source d'information pour les Canadiens et les Canadiennes qui se préoccupent du sort de la Birmanie.

On peut se procurer la brochure en envoyant 10 \$ aux :
Amis canadiens de la Birmanie
145, rue Spruce, bureau 206 Ottawa, Ontario K1R 6P1
(613) 237-8056 cfob@cfob.org www.cfob.org

 **Inter Pares**

ISSN 0715-4267

221 av. Laurier Est, Ottawa (Ontario) Canada K1N 6P1
Tél (1-613) 563-4801 Téléc (1-613) 594-4704

Inter Pares travaille en collaboration avec des groupes du Tiers-Monde et au Canada à des projets qui visent à enrayer la pauvreté et à promouvoir la justice sociale. Organisme de charité enregistré (NE) 11897 1100 RR000 1.

La publication de ce *Bulletin* est subventionnée par l'Agence canadienne pour le développement international.

